



L'engagement citoyen dans la science

Premier bilan du programme
« Science avec et pour la société »

OCTOBRE 2025





**Claire Giry, Présidente-directrice générale
de L'Agence nationale de la recherche**

Depuis vingt ans, l'Agence nationale de la recherche (ANR) a pour mission de financer l'excellence scientifique et de soutenir l'innovation au service de la société. En 2021, à la faveur de la Loi de programmation de la recherche, nous avons enrichi cette mission en consacrant 1% de notre budget à un objectif stratégique : faire de la science une aventure collective, partagée avec le plus grand nombre. C'est la vocation du programme « Science avec et pour la société » (SAPS), dont nous présentons le premier bilan dans cette brochure et lors de l'événement *L'engagement citoyen dans la science*.

En trois ans, SAPS a permis de faire émerger, sur l'ensemble du territoire, des projets ambitieux qui ouvrent la recherche à la société et la société à la recherche. Dans le champ des recherches participatives, quatre appels ont permis le financement de 109 projets, couvrant des thématiques aussi diverses que la transition écologique, l'évolution des territoires, la place du discours scientifique dans la démocratie, la santé, le handicap, l'alimentation, le travail, l'éducation. Tous ont pour principe de faire collaborer étroitement les citoyens, les associations, les acteurs économiques, les collectivités et les chercheurs à toutes les étapes du processus scientifique : depuis la formulation des questions de recherche jusqu'à la valorisation des résultats.

À travers ce programme, l'ANR a voulu donner un élan structurant à une dynamique déjà présente dans le monde académique, mais souvent dispersée, et répondre aux « besoins de science » exprimés par de très nombreuses organisations de la société civile, ancrées dans les territoires, au plus près de nos concitoyens. Ces appels à projets de type « recherche-action » ont permis de rapprocher disciplines et pratiques, savoirs académiques et savoirs d'usage, d'expérimenter de nouvelles formes de collaboration, et d'inventer des solutions partagées.

Ils ont également contribué à professionnaliser le champ des recherches participatives et à consolider un réseau d'acteurs engagés dans la médiation scientifique, la diffusion des connaissances et le dialogue citoyen.

Le colloque *L'engagement citoyen dans la science*, organisé au Sénat avec le parrainage de Monsieur Pierre Ouzoulias, vice-président du Sénat, et de Madame la sénatrice Laure Darcos, constitue un moment privilégié pour valoriser les acquis de cette expérimentation sans équivalent, conduite pendant trois ans à l'échelle du pays. En mettant en lumière une sélection de projets emblématiques, nous souhaitons montrer la diversité des approches, mais aussi leurs impacts concrets : dans les laboratoires, dans les territoires, dans le débat public. La présence de grands témoins, de chercheurs, de partenaires associatifs et de représentants des institutions traduira cette volonté de décloisonner les savoirs et de nourrir la décision publique d'une expertise partagée.

L'ambition de l'ANR est claire : faire en sorte que ce dialogue science-société devienne une composante naturelle de la recherche. Les défis à venir – climatiques, technologiques, sanitaires, numériques – exigent une mobilisation collective et une confiance renouvelée entre citoyens et chercheurs. SAPS a montré qu'il est possible de bâtir cette confiance sur des fondements solides : la transparence, la coconstruction, le respect des savoirs et des expériences de chacun.

Ce bilan n'est qu'une étape : les prochaines années devront consolider les acquis, élargir les publics impliqués, favoriser les partenariats à long terme et évaluer l'impact de ces démarches. L'ANR continuera d'accompagner cette dynamique, convaincue que la science, pour irriguer et transformer nos sociétés, doit être non seulement excellente mais aussi ouverte, accessible et attractive.

Le programme « Science avec et pour la société »

Conformément aux dispositions de la Loi de programmation de la recherche (LPR) qui prévoit que l'ANR consacre 1% de son budget d'intervention au renforcement du dialogue entre science et société, l'Agence a créé *ex nihilo* et opéré entre 2021 et 2025 un programme d'appels à projets « Science avec et pour la société » (SAPS).

Par ce programme, l'ANR entend contribuer à favoriser le partage d'une culture scientifique commune, à faire participer le plus grand nombre à la recherche et aux progrès de la connaissance et à (re)donner toute sa place à la science au sein du débat public.

Ce programme comporte deux dispositifs :

- l'un consiste à attribuer aux chercheurs lauréats de l'ANR un financement supplémentaire (voir encadré ci-dessous) pour des actions de communication et de médiation scientifiques en lien avec leurs projets ;
- l'autre a pour objectif principal, sur la période 2021-2025, de soutenir et de structurer le champ des recherches participatives via des appels à projets de type « recherche-action ».



En 2024, 32 projets ont été financés dans le cadre de l'appel Recherches participatives 2 pour un total de 2,9 millions d'euros.

Mobilisation des chercheurs et chercheuses pour la CSTI et la médiation scientifique

Entre 2021 et 2024, l'ANR a mobilisé les chercheurs pour la CSTI à travers des appels dédiés. Le principe : apporter aux projets lauréats de l'Appel à projets générique un financement supplémentaire, mutualisé au sein des établissements gestionnaires, pour des actions de communication et médiation à destination du grand public. Cette valorisation s'est faite à l'échelle locale, régionale ou nationale, mais toujours en partenariat étroit avec des professionnels de la CSTI. L'ANR a consacré 12,2 millions d'euros à ce volet.

LES CINQ APPELS « RECHERCHE-ACTION »

2021

- Recherches sur la médiation et la communication scientifiques

2022

- Recherches participatives 1

2023

- Recherches participatives 2 (1^{re} édition)
- Ambitions innovantes

2024

- Recherches participatives 2 (2^e édition)

↓ En 2024 s'est tenue la première édition du Festival « Explore, à la rencontre de la recherche » créé par Aix-Marseille Université et le CNRS, et soutenu par ce dispositif en faveur de la CSTI.
© Eléa Ropiot, Aix-Marseille Université



Des projets au service du bien commun

Sont présentés ici 16 projets parmi les 123 lauréats des appels « Médiation et communication scientifiques », « Recherches participatives » et « Ambitions innovantes ».

Ces projets reposent sur une collaboration étroite et équilibrée entre acteurs académiques et parties prenantes de la société civile, et sont orientés vers la production de connaissances et de solutions pouvant jouer un rôle transformateur concret sur la société, quelle que soit l'échelle.

Ils illustrent aussi la variété et la prégnance des problématiques sociétales auxquels sont confrontés les citoyens et les collectivités dans les territoires. Ils répondent de façon originale et efficace au « besoin de science » qu'éprouvent nos contemporains face aux grandes transitions et contribuent à réhabiliter le discours scientifique, trop souvent mis en cause dans nos démocraties et parfois jusqu'au plus haut niveau de l'État.

Ces projets montrent surtout la force de l'engagement citoyen dans la science, le nombre et la diversité des acteurs et des organisations prêts à travailler avec les chercheurs au service du bien commun.

À travers ce programme SAPS, l'ANR a saisi l'opportunité de financer des projets difficilement éligibles aux appels à projets classiques et de dynamiser l'innovation sociale en favorisant les approches inédites ou de rupture ainsi que la prise de risque intellectuelle ou opérationnelle sur des sujets originaux. Ce dispositif lui a permis de s'ouvrir à de nouveaux publics et à de nouvelles formes de recherche.



Rencontrer la société

L'ANR complète son action de soutien au dialogue science et société par **une politique de partenariat avec les acteurs de la culture scientifique et technique et les professionnels de l'audiovisuel public.**

Elle assure une présence régulière dans des rendez-vous majeurs comme la Fête de la science et le festival Et maintenant ? d'Arte qui interroge les grandes transformations contemporaines. L'ANR participe à Pariscience, festival international du film scientifique, et accompagne la production de documentaires en partenariat avec L'Esprit Sorcier.tv. En 2024, l'Agence a inauguré un nouveau partenariat avec le TURFU Festival, dédié aux sciences, à la recherche et à l'innovation participatives, en mettant en avant plusieurs projets SAPS, et s'est associée au festival Pop & Psy, une initiative émergente centrée sur la santé mentale.



↑ L'équipe du projet AutiSenCité (voir page 14), porté par le Centre neurosciences intégratives et cognition de Paris, était présente au TURFU Festival 2025 pour parler de l'expérience de l'espace urbain au prisme de la sensibilité autistique. © ANR

SAPS : focus sur le volet « recherche-action »

Depuis 2021

5

appels à projets
dont

4

dédiés aux recherches
participatives

123

projets financés
pour un montant total de

15,4 M€

435

partenaires impliqués
dont

268

financés par l'ANR
à hauteur de

58 k€
en moyenne

Parmi les 435 partenaires impliqués figurent également des collectivités territoriales, des établissements publics (parcs naturels régionaux, hôpitaux, établissements scolaires, musées...) ainsi que des syndicats professionnels, des fédérations sportives...



26%

des partenaires financés sont des
associations ou des fondations

**Répartition
par région
des partenaires
financés**



Guadeloupe

1



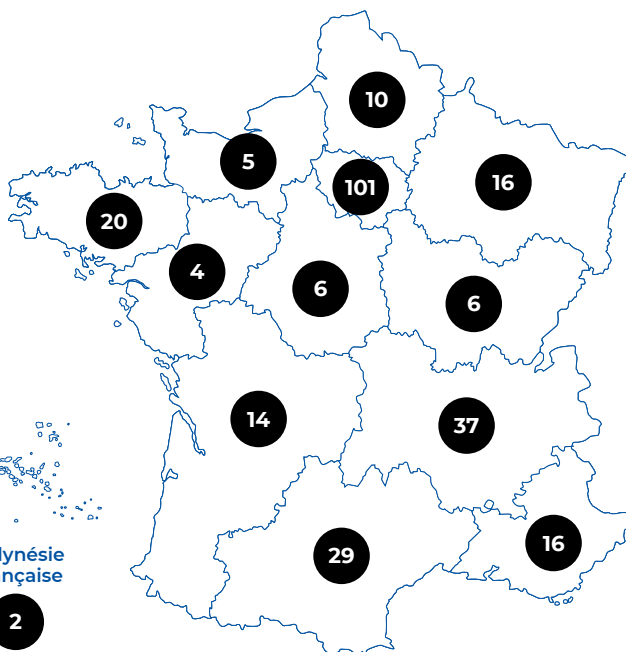
Nouvelle
Calédonie

1



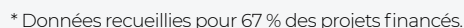
Polynésie
française

2



Les données
relatives
aux projets sont
consultables sur
data.anr.fr

Répartition des domaines scientifiques représentés*



Ces mots-clés, déclarés par les déposants*, donnent à voir la diversité des disciplines mobilisées dans ces projets ainsi que les thématiques et les enjeux sociétaux les plus souvent représentés.





Recherches participatives



Act-Pro Arbitres

Accompagner les Transitions Professionnelles des Arbitres

Si certains arbitres sont rémunérés pour exercer leur fonction, leurs carrières sont courtes, soumises à une concurrence importante et à de multiples aléas. L'accompagnement de leurs transitions professionnelles constitue un enjeu majeur tant pour les organisations sportives que pour la recherche.

Au carrefour des sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) et des sciences de l'éducation et de la formation, Act-Pro Arbitres a coconstruit des outils et méthodes d'accompagnement des transitions professionnelles.

Inscrit dans un paradigme éenactif, il a exploré :

- comment l'utilisation d'un référentiel de compétences dédié permet aux arbitres d'expliciter leurs vécus ou leurs routines pour faire valoir des compétences socialement valorisées ;
- les pratiques et normes qui président à la construction d'un autre outil d'accompagnement dédié aux arbitres, l'application Brillo intégrée à la plateforme Diagoriente.

Ce faisant, Act-Pro Arbitres a produit des objets intermédiaires qui ont été travaillés collectivement avec des arbitres, des dirigeants de fédérations, des experts de la transition professionnelle et des chercheurs pour coconstruire un objet-frontière permettant à chaque groupe social de l'investir relativement à ses propres enjeux, pratiques et prérogatives.

Act-Pro Arbitres valorise institutionnellement les compétences des arbitres mais aussi l'importance d'un travail continu sur leur double projet, sportif et professionnel, tout au long de leur carrière. La diffusion des outils et méthodes doit se poursuivre à l'échelle européenne et internationale pour outiller les « dual career » des arbitres à différents moments de leurs parcours.

Du point de vue des transitions professionnelles, Act-Pro Arbitres montre les itérations nécessaires entre des cadres caractérisant le métier exercé, des expériences vécues singulières et des compétences socialement valorisées. Il pointe également que la formalisation dynamique des compétences, discutée et légitimée par un collectif d'acteurs hétérogènes, est un outil de médiation entre l'expertise des accompagnateurs et celle des acteurs de la transition.

Début du projet : 2024

Durée : 23 mois

Financement ANR : 99 993 euros

anr.fr/Projet-ANR-23-SARP-0025

Coordination : Géraldine Rix-Lièvre, UR 4281, ACTé (Activité, connaissance, transmission, éducation)

Arata'I

Suivis intégrés et participatifs des ressources et socio-écosystèmes récifo-lagonaires

Dans un contexte de dégradation rapide des écosystèmes et ressources lagonaires de Polynésie française (PF), le projet ARATA'I œuvre depuis 2023 à assurer une collaboration étroite entre citoyens, pêcheurs, associations et scientifiques afin de coconcevoir des outils de suivi des ressources halieutiques et des actions pour lutter contre la prolifération de macroalgues.

Trois principales actions ont été menées :

- En collaboration avec la Direction des Ressources Marines de PF et la Communauté du Pacifique (CPS) une application smartphone de suivi des débarquements de pêche (en cours de développement) a été coconçue avec les pêcheurs afin que ces derniers puissent bénéficier des outils d'intelligence artificielle de la CPS permettant d'évaluer à partir de photographies la composition, la taille et le poids des prises.
- Le consortium a mis en place un protocole d'arrachage citoyens de macro-algues proliférantes et un suivi des zones régulièrement arrachées afin d'en évaluer l'efficacité écologique. Les pêcheurs des associations partenaires ont été moteurs tant dans l'arrachage que le suivi écologique. Des essais de valorisation des macro-algues arrachées sont en cours de réalisation (biostimulants agricoles) afin d'identifier des filières de valorisation économique des macro-algues, condition nécessaire à la démultiplication des opérations d'arrachage et, ainsi, de garantir une efficacité écologique à plus grande échelle.
- Au travers d'enquêtes ethno-ichtyologiques et des séminaires d'intelligence collective plusieurs méthodes alternatives de comptage de poissons intégrant expertise locale et scientifique ont été coconstruites. L'objectif étant de pouvoir mieux estimer les tendances – en matière d'abondance et de densité – d'espèces à fortes valeurs culturelle et commerciale. L'une des méthodes coconstruites a été déployée sur le terrain par les pêcheurs. Les résultats préliminaires indiquent que les critères retenus par les pêcheurs (heure de la journée, cycle lunaire) permettent de démultiplier de façon significative les observations de poissons rarement vus lors de comptages scientifiques conventionnels.

Début du projet : 2023

Durée : 36 mois

Financement ANR : 249 998 euros

anr.fr/Projet-ANR-23-SSRP-0021

Coordination : Tamatoa Bambridge, UAR 3278, Tuitera'i Salmon, Moorea te i'a hi'u rau – Fédération des pêcheurs lagonaires de Mo'orea

ArtDeco

Vers un laboratoire citoyen
de vAlorisation des Ressources
et Techniques Durables pour une
Économie Circulaire des Objets

Le projet ARTDECO, qui mobilise trois équipes de recherche (IRD, UPPA, NTU) et une association de la société civile (Atelier CIRCULR), s'intéresse aux procédés de mise en forme de matériaux biosourcés soutenables.

L'objectif est la mise en place d'un laboratoire citoyen « low-tech », implanté en Alsace, ayant pour mission principale la transformation, par le moyen de la thermo-compression, de ressources organiques résiduelles locales (issues d'exploitations agricoles ou de la transformation alimentaire) en matériaux et objets destinés à un usage local. Ce laboratoire associe des artisans, des artistes, des designers et des partenaires scientifiques spécialistes de la thermo-compression. Une dimension de « méta-analyse » implique des chercheurs des sciences sociales afin de mieux appréhender comment les procédés low-tech ainsi développés pourraient mener à terme à une transition des usages et pratiques vers la durabilité, à l'échelle du territoire et en accord avec le contexte local.

Les avancées principales de ARTDECO ont été :

- l'étude du potentiel d'ancrage de la thermo-compression de déchets organiques en matériaux sur le territoire d'étude (filiales amont et aval, parties prenantes, etc.) ;
- des premiers essais de thermo-compression et de mise en culture de mycélium pour le développement de matériaux biosourcés ;
- la formalisation d'un cadre (juridique, financier, gouvernance, etc.) pour le futur laboratoire citoyen, en parallèle d'une analyse détaillée du fonctionnement d'initiatives similaires à l'échelle régionale et nationale.

Début du projet : 2024

Durée : 18 mois

Financement ANR : 99 972 euros

anr.fr/Projet-ANR-23-SARP-0017

Coordination : Marion Roulet,
Atelier CIRCULR, Benjamin Pillot,
UMR Espace-DEV, IRD

Asster

Relations associations territoires.
Vers un nouveau paradigme ?

Des crises successives (financière, sanitaire, écologique, démocratique) reconfigurent notre rapport aux territoires. Or les associations sont un des acteurs majeurs des transitions territoriales, par les engagements citoyens et bénévoles, les liens sociaux et d'écoute, les solidarités de proximité, l'ancrage local des emplois et des activités qu'elles permettent. Pourtant, la compréhension des contributions des associations au développement territorial reste trop souvent limitée, dans la littérature comme dans les discours des responsables associatifs, faute d'un cadre conceptuel partagé.

Coordonné par l'IFMA et l'université de Haute-Alsace (laboratoire SAGE), et porté par un consortium émergent de chercheurs et d'acteurs associatifs, le projet de recherche participative ASSTER vise justement à explorer sous divers angles et sur deux terrains distincts (Seine-Saint-Denis et Haute-Alsace) les apports des associations à la construction des territoires. Pour cela il articule des portraits statistiques et des études qualitatives.

À terme, ces travaux permettront d'éclairer les politiques publiques territoriales associatives, d'améliorer les dispositifs locaux de production et de partage des connaissances, de nourrir le dialogue entre associations et acteurs publics territoriaux.

Début du projet : 2025

Durée : 18 mois

Financement ANR : 96 143 euros

anr.fr/Projet-ANR-24-SARP-0002

Coordination : Floriant Covelli,
Institut français du monde associatif

Bora-Bora

Ne jamais laisser une bonne crise se perdre (Churchill)

Dans le Pacifique, la gestion des ressources halieutiques a longtemps été communautaire et régie par des normes culturelles. Cependant, au cours des cinq dernières décennies, de nombreuses îles du Pacifique sont passées d'une agriculture et d'une pêche de subsistance à des économies émergentes reposant principalement sur le tourisme. Or la crise sanitaire a permis aux Polynésiens de prendre conscience de leur dépendance économique et alimentaire au reste du monde, et de la fragilité d'un tel système.

Le présent projet Bora Bora a pour objectif d'aider les habitants de Bora Bora à « bien » choisir quel(s) mode(s) de conservation et/ou de régulation mettre en place pour exploiter durablement la ressource récifale. Les nombreuses discussions, réunions privées et publiques, qui se sont tenues dans les 21 quartiers de Bora Bora ont décidé de la création d'un *rahui* (nom polynésien désignant une réserve marine intégrale) afin de préserver une zone « calme » sans aucune activité humaine. Mais elles ont aussi soulevé un point important : le lagon doit rester un espace de liberté où chaque Polynésien peut pratiquer les activités qu'il souhaite. La recherche a donc été orientée pour identifier et protéger les endroits du récif vitaux pour le bon fonctionnement du lagon et, en concertation avec la mairie de Bora Bora et les autorités de Polynésie française, des zones de pêche ou d'activités réglementées ont été définies afin de trouver un bon équilibre entre la préservation du récif et le besoin de liberté des Polynésiens.

Début du projet : 2023

Durée : 30 mois

Financement ANR : 248 459 euros

anr.fr/Projet-ANR-23-SSRP-0020

Coordination : David Lecchini, CRIOTE
(Centre de recherche insulaire et observatoire de l'environnement), EPHE

Coudrier

CO-construction d'Usages Durables des Ressources et des Infrastructures d'une Eau devenant Rare

Dans le Morvan comme partout ailleurs, la ressource en eau est fragilisée par le changement climatique. En s'appuyant sur une expérimentation territoriale déjà engagée dans le cadre de la politique des Grands Sites de France, le projet de recherche participative COUDRIER a été déployé sur un espace de montagne à très faible densité de population : 3 800 habitants répartis sur douze communes couvrant 420 km² soit cinq fois la surface de Paris. Cette dispersion explique le maintien d'une gestion de l'eau par de très petites entités. Ces régies communales et associations syndicales libres (ASL) – regroupant les habitants de hameaux tributaires d'une même source – sont souvent démunies face aux enjeux actuels et aux exigences sanitaires croissantes.

Dans ce contexte, COUDRIER a mobilisé un consortium pluridisciplinaire associant hydrogéologie (ISTOOrléans), hydroclimatologie (BioGéoSciences, Dijon), archéologie, géomorphologie et histoire (Bibracte, Centre archéologique européen ; LGP, Paris ; Archéorient, Lyon), anthropologie (Maison du Patrimoine Oral de Bourgogne) et sciences participatives (MOSAIC-MNHN, Paris). En réunissant habitants, gestionnaires et chercheurs, le projet a permis la coproduction de connaissances nées de la rencontre entre savoirs pragmatiques, techniques et scientifiques. Outre les temps de recherche, il s'est articulé autour d'ateliers de recherche participative, d'ateliers interdisciplinaires et d'une plateforme numérique. Le cycle local de l'eau a pu être analysé pour faire émerger collectivement des pistes de gestion durable et de gouvernance de la ressource.

Les deux années de financement ANR ont permis d'amorcer une dynamique de recherche et d'impliquer un premier cercle d'habitants actifs, de mieux identifier les ASL de distribution d'eau dont une première mise en réseau a été entreprise, et de développer une recherche interdisciplinaire effective facilitée par la construction d'une stratégie partagée pour engager les acteurs locaux.

Début du projet : 2023

Durée : 24 mois

Financement ANR : 248 059 euros

anr.fr/Projet-ANR-23-SSRP-0006

coudrier.hypotheses.org/
coudrier.mnhn.fr/

Coordination : Philippe Amiotte-Suchet,
UMR 6282, BioGéoSciences

DPTS2026

Droit(s) et Politique(s) du Travail Sexuel 2026

Le projet DPTS2026 réunit des associations de travailleuses et travailleurs du sexe (TDS) ou alliées (Fédération Parapluie Rouge regroupant 15 associations, Tullia Documentation et Sensibilisation, Médecins du Monde), des chercheurs en droit et différentes disciplines (droit, histoire, sociologie, science politique, sciences du langage) pour une recherche-action participative pluridisciplinaire portant sur le travail sexuel.

À l'occasion du dixième anniversaire de la loi du 13 avril 2016 ayant pénalisé l'achat d'actes sexuels, l'enjeu est de contribuer à l'amélioration, sinon la refonte, des politiques publiques du travail sexuel. En effet, les recherches académiques en sciences sociales et juridiques, en France comme ailleurs, démontrent les effets délétères sur les conditions de vie et de travail des personnes ayant une activité de TDS alors qu'une disparition totale du phénomène paraît illusoire. L'objectif est donc de produire une analyse juridique en cohérence avec les savoirs académiques et expérimentiels, dans le respect de la méthode et de l'éthique scientifiques, tout en maximisant le respect des droits fondamentaux de chacun et la lutte contre l'exploitation et la criminalité périphérique au travail sexuel.

Prenant le droit comme science du gouvernement, le projet constitue l'université en « conseil de la société » afin de transposer en droit et en action publique des aspirations sociales, formulées par les TDS, au travers d'une proposition de loi. Rédigée avec les conseils des chercheurs mais portée par les associations, celle-ci aura été précédée d'une vaste enquête communautaire auprès de différents profils de TDS, y compris les victimes d'exploitation.

Outre les résultats de l'enquête communautaire et la publication d'un ouvrage collectif rendant compte des travaux accomplis, le projet contribue également à la structuration en France et en Europe de la communauté académique des recherches sur le travail sexuel.

Début du projet : 2025

Durée : 18 mois

Financement ANR : 99 426 euros

anr.fr/Projet-ANR-24-SARP-0001

Coordination :

Benoît Schmaltz, UMR 5137, CERCRID
(Centre de recherches critiques sur le droit),
Université Jean Monnet Saint-Étienne
Berthe De Laon, Fédération Parapluie rouge

ESPOIRS

Étude de la réponse des estrans aux changements globaux par les sciences participatives : biOindication à l'InteRface sciences Société

Comment documenter les effets en cours des changements globaux sur les écosystèmes littoraux ? Une approche scientifique classique n'est pas suffisante, à la fois parce que les ressources humaines et financières des scientifiques sont limitées, ce qui restreint les possibilités de suivi spatial et temporel, et parce que la multiplicité des impacts des changements globaux rend difficile leur détection avec des protocoles ciblés.

L'objectif d'ESPOIRS est de surmonter ces deux difficultés, en cotransformant un programme de sciences participatives déjà existant, l'observatoire « Algues Brunes et Bigorneaux » des estrans rocheux de l'association Planète Mer. Le projet vise à lever deux verrous scientifiques : (1) la collecte d'échantillons trop opportuniste empêchait de répondre statistiquement à des questions sur les changements globaux ; (2) le programme se fondait uniquement sur les savoirs académiques, sans intégrer les perceptions des participant.es, i.e., les savoirs citoyens, qui peuvent alerter sur des impacts non documentés ou nouveaux.

Pour répondre à ce double objectif, une démarche scientifique à l'interface entre écologie et sociologie a été coconstruite avec les participant.es du programme pour concevoir, tester et réaliser des objets-frontières : les « indicateurs participatifs ». Ces indicateurs, mis en ligne sur une plateforme dédiée, informent et alertent sur les signaux des changements globaux, allant du précoce au bien établi, grâce à l'hybridation des savoirs.

Début du projet : 2023

Durée : 24 mois

Financement ANR : 225 234 euros

anr.fr/Projet-ANR-23-SSRP-0011

Coordination : Boris Leroy, Biologie des
organismes et écosystèmes aquatiques

FERMENTS Agri-Alimentaires II

Fermes Et Réseaux Mobilisés
Ensemble dans la Transformation
des Systèmes Agri-alimentaires

Afin de répondre aux enjeux sociaux, environnementaux et économiques qui traversent aujourd'hui les systèmes agricoles et alimentaires, de nombreux acteurs demandent la mise en place de politiques de transition socio-écologiques. Ces acteurs plaident pour un accès plus large à une alimentation saine et de qualité, pour des pratiques productives préservant la biodiversité, pour l'identification de solutions permettant le renouvellement des actifs agricoles, ainsi que pour une reterritorialisation de l'alimentation pouvant induire ces transformations systémiques. Certains travaux ont ainsi identifié le rôle que des projets agricoles relevant de l'action collective citoyenne peuvent jouer dans la mise en œuvre de ces transformations. Aujourd'hui, bien que des projets agricoles novateurs suscitent un vif intérêt, ils peinent à dépasser le stade de l'« expérimentation », soulignant la nécessité d'un « changement d'échelle » qui leur permettrait d'accélérer les dynamiques de transition.

Ce projet de recherche propose d'investir la notion de « fermes résilientes coopératives et solidaires » (dites FERMENTS), c'est-à-dire fortement inscrites dans des réseaux locaux formels et informels et intégrées, au-delà de la production agricole, dans l'action territoriale en faveur de la préservation du foncier agricole et/ou de la transformation du système alimentaire local. Elles représenteraient une traduction opérationnelle des processus de changement d'échelle des alternatives.

Le projet a permis de caractériser finement les initiatives FERMENTS à partir de différentes dimensions ainsi que leurs trajectoires d'émergence et de développement. Trois modalités de changement d'échelles sont mises en lumière et analysées qui permettent de clarifier les enjeux d'accompagnement de ces initiatives. Trois webinaires ont été organisés, un article scientifique a été publié et un réseau de FERMENTS est en cours de développement.

Début du projet : 2023

Durée : 31 mois

Financement ANR : 183 383 euros

anr.fr/Projet-ANR-23-SSRP-0015

Coordination : Salma Loudiyi,
UMR TERRITOIRES, AgroParisTech/INRAE/
UCA/VetAgroSup

PAUZAFRUITS

Participations des Agricultures
Urbaines à la recherche sur la
production Zero-phyto de FRUITS

L'arboriculture fruitière est une filière très consommatrice en produits phytopharmaceutiques.

La diversification des vergers, qui permettrait de réduire leur utilisation en augmentant la régulation naturelle des bioagresseurs, reste une piste peu explorée. Elle nécessite en effet des connaissances diversifiées et distribuées (étude de systèmes complexes, dans des contextes pédoclimatiques variés, différentes associations d'espèces, etc.) qui ne s'acquièrent pas seulement en stations expérimentales.

C'est pourquoi le projet PAUZAFRUITS propose une approche innovante et participative impliquant chercheurs et habitants dans les processus de création de connaissances en agroécologie en prenant comme terrains des jardins collectifs.

La preuve de concept a été obtenue à partir de travaux menés en 2024 et 2025 sur le verger expérimental de la Bastide à Fruits à Marseille, géré par l'association VVOUM. Les habitants, souvent des riverains volontaires, sont accompagnés par le GRAB, l'IMBE, l'IMSIC, INRAE Écodéveloppement et la Cité de l'Agriculture, en vue d'acquérir des compétences en conduite du verger et en recherches participatives autour de variables agronomiques et écologiques. Les données récoltées durant ces ateliers sont en cours d'exploitation par les chercheurs. Parallèlement, l'IMSIC analyse les processus de capacitation des habitants par leur participation à la vie du verger collectif. Enfin, PAUZAFRUITS vise à structurer une initiative plus large sous la forme d'un *Living Lab* dédié à l'agroécologie urbaine, unique en France.

Début du projet : 2024

Durée : 28 mois

Financement ANR : 99 980 euros

anr.fr/Projet-ANR-23-SARP-0007

Coordination : Anne Gagnebien, Institut
méditerranéen des sciences de l'information
et de la communication

PERFECTAE

Participation et Échanges Ruraux
de Foncier : Expérimentation
Collective pour la Transition
AgroÉcologique

Le projet PERFECTAE porte un regard triplement nouveau sur la transition agroécologique (TAE), à travers l'exemple de l'élevage laitier breton. Premièrement, il étudie la TAE sous un angle non-technique, en explorant l'hypothèse que les échanges fonciers, en optimisant l'organisation du parcellaire agricole, constituent un levier faisable et original pour la TAE. Deuxièmement, il adopte une approche résolument participative : en plus des agriculteurs et des services de gestion du foncier, la présence dans le consortium de la Chambre d'agriculture de Bretagne permet la mobilisation d'une catégorie d'acteurs négligée jusque-là : les propriétaires de foncier agricole. Troisièmement, et grâce au partenaire CNRS, le projet innove en croisant des disciplines rarement mobilisées conjointement : le droit, la géographie, la prospective et l'écologie du paysage.

Afin de proposer une évaluation pertinente de la durabilité des échanges fonciers pour la TAE, des scénarios d'évolutions foncières des exploitations agricoles seront coconstruits avec l'ensemble des acteurs concernés, suivant les règles du droit, existantes ou à envisager. Les répercussions sociales (temps de travail), économiques (coût en carburant) et environnementales (connectivité écologique) seront évaluées à moyen/long terme. Pour cela, les connaissances de la Chambre d'agriculture seront mobilisées tout en s'inscrivant dans la Zone Atelier Armorique.

En plus des publications académiques ouvertes, le consortium prendra soin de proposer des livrables appropriés aux acteurs gravitant autour de la question du foncier agricole et offrant des pistes concrètes en vue d'échanges propices à une TAE de long terme.

Début du projet : 2025

Durée : 18 mois

Financement ANR : 100 000 euros

anr.fr/Projet-ANR-24-SARP-0026

Coordination : Thomas Houet, CNRS

REPEIRE

REcherche Participative,
Entrepreneuriat à Impact,
Relations et écosystèmes

Enjeu socio-économique, méthode d'émancipation et de réalisation personnelle ou encore outil de politiques publiques, l'entrepreneuriat et son enseignement sont au cœur de tous les agendas. Aujourd'hui, une nouvelle génération d'étudiants entrepreneurs place au centre de ses projets l'impact et le sens, cherche de nouveaux modèles économiques, sociaux et écologiques de proximité, adaptés aux grandes transitions. Leurs projets innovants, en rupture avec les critères économiques et financiers dominants, interrogent les acteurs des écosystèmes entrepreneuriaux, peu enclins aux changements radicaux.

Pour mieux comprendre ces nouvelles formes d'entreprendre, ce projet de recherche collaborative réunit les structures d'accompagnement étudiantes d'Auvergne-Rhône-Alpes et de Bourgogne-Franche-Comté (les 4 PEPITE et Enactus) ainsi que des chercheurs de plusieurs disciplines. L'enjeu du projet est d'étudier les profils de ces nouveaux entrepreneurs, de caractériser cette notion d'impact et de mieux préparer les étudiants aux interactions professionnelles.

La méthodologie originale choisie (participation observante) a placé les chercheurs en position d'accompagnateurs. 38 projets ont été accompagnés pour plus de 100 heures d'entretiens. Les premiers résultats mettent en évidence la nature de l'engagement, les impacts comme prérequis, dynamiques ou externalités, ainsi que les tensions pesant sur les porteurs de projet les amenant à « jouer le jeu » des acteurs de l'écosystème. À partir des dynamiques d'interactions identifiées, des modules de formation ont été testés pour les aider à comprendre la place des parties prenantes et à décliner leur discours en fonction de leur interlocuteur. Les résultats préliminaires ont été présentés pour la partie recherche à la conférence Academy of Management 2025 (publications en cours de rédaction) et ont également aidé à obtenir un financement européen pour la partie « accompagnement » (eit-hei.eu/projects/b-kinetic/).

Début du projet : 2024

Durée : 18 mois

Financement ANR : 99 312 euros

anr.fr/Projet-ANR-23-SARP-0014

Coordination : Stéphane Foliard,
Conception de l'ACTION en Situation

SURE-BA

Solutions pour une résilience urbaine - Haute Alsace

SURE-BA est une action de science participative visant à exposer 200 élèves de classe de première provenant de cinq lycées généralistes et professionnels de la région de Strasbourg et du lycée international de Karlsruhe à la méthode scientifique. Le projet consiste à mesurer *in situ* et à modéliser des îlots de chaleur urbains (ICU, il s'appuie sur les travaux en physique urbaine menés au laboratoire CNRS-MIT, <MSE>² par R. Pellenq.

Partant du constat de l'absence de données satellitaires fiables (des clichés infra-rouge pris en plein jour alors que le phénomène ICU se manifeste la nuit), SURE-BA a entrepris, avec le soutien des professeurs de sciences physiques des lycées concernés, d'engager les élèves dans une démarche scientifique complète. Cela repose sur la définition des notions comme « le point de rosée » (le point le plus froid de la nuit à partir duquel sera calculé l'intensité de l'ICU comme la différence de température entre celle du site mesuré et celle d'un site de référence local non urbanisé) ; la mise en place des hypothèses sur les raisons de l'intensité des ICU ; le déploiement et la mesure sur deux semaines de l'effet physique ICU à l'aide de capteurs de température placés en ville (au préalable calibrés par le laboratoire ICUBE, Haguenau) sur des sites choisis par les élèves ; l'analyse des résultats (localisation des ICU et calcul de leur intensité par commune).

Animée par l'association « Savoirs Vivants » (D. Lenouvel) et la CAUE (M. Bayer), SURE-BA a permis d'exposer des lycéens à la méthode scientifique hypothético-déductive, telle que pratiquée par les chercheurs professionnels. Q. Czerwicz, postdoctorant, a mis en place la méthode avec les professeurs de sciences physiques des lycées impliqués, à raison de 14 séances par établissement. Une restitution des résultats a été organisée en mai 2025 sous la forme d'un jeu de rôle (prise de décisions d'un conseil municipal informée par la démarche scientifique). Enfin, des élèves du lycée Maurois de Bischwiller ont présenté leur étude à la conférence Printemps de l'Interdisciplinarité 2024.

Début du projet : 2023

Durée : 18 mois

Financement ANR : 99 513 euros

anr.fr/Projet-ANR-23-SARP-0003

Coordination : Roland Pellenq,
Institut européen des membranes

TEMOINS3945

Témoignages de la Seconde Guerre mondiale pour la Mémoire et pour l'Histoire

Dans la continuité de ce qui a été développé depuis plus de dix ans dans le cadre de l'Équipement d'Excellence MATRICE, le projet TEMOINS3945 vise à coconstruire avec des structures issues de la société civile un programme scientifique à forte dimension mémorielle et sociétale. L'originalité du projet est de proposer un volume inédit de témoignages recueillis à diverses périodes sur la Résistance et la déportation de répression, annotés et documentés.

Fournir des corpus de référence semblait d'autant plus indispensable que les derniers témoins disparaissent.

Le projet se traduit par la mise en ligne de plus de 3000 témoignages écrits, sonores et audiovisuels en les accompagnant d'une présentation, d'un appareil critique, de mots clés et de documents annexes (archives familiales et archives publiques). Il illustre pleinement la démarche scientifique avec le repérage de sources et la constitution d'un appareil critique car les sources ne parlent pas d'elles-mêmes. La recherche de documents annexes relève également de cette démarche heuristique.

Ce travail commun est réalisé par des académiques et des réseaux de correspondants issus de la société civile. Ces partenaires font de la transmission mémorielle une priorité. Les Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, les Amis du Maitron et le Mémorial du Camp de Rivesaltes ont permis des avancées significatives depuis deux ans. La mise à disposition des données aux chercheurs constitue un progrès décisif sur le plan scientifique. Des premiers tests en milieu scolaire ont montré l'intérêt de cette base pour le monde enseignant et appellent un partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale. Elle devrait aussi retenir l'attention des journalistes et des documentaristes.

Début du projet : 2023

Durée : 36 mois

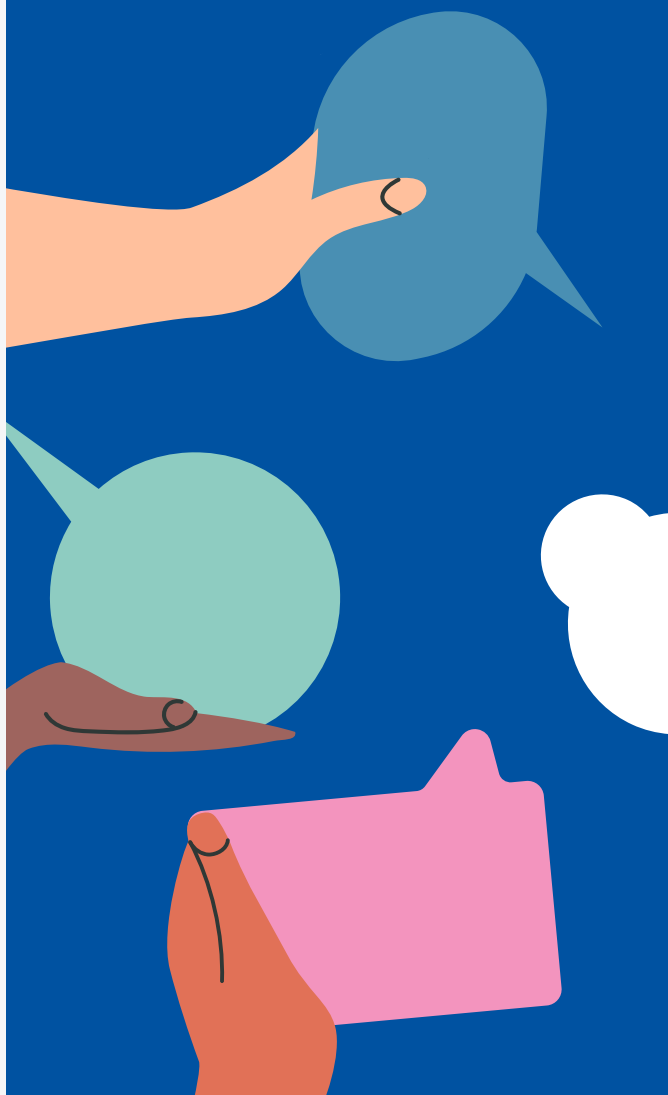
Financement ANR : 249 841 euros

anr.fr/Projet-ANR-23-SSRP-0014

Coordination : Denis Peschanski, Centre européen de sociologie et science politique
Thierry Berkover, Président de l'association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation



Ambitions innovantes



Ambitions innovantes | 2023

AutiSenCité

Autisme et sensorialité dans la ville

Lors des déplacements en ville, la sensorialité joue un rôle majeur tant il y a d'informations sensorielles à traiter simultanément pour se déplacer. Or les personnes autistes présentent des particularités cognitives, dont sensorielles, susceptibles de limiter leur autonomie et leur qualité de vie en milieu urbain. Si ces particularités ont fait l'objet de nombreuses études en laboratoire ou en clinique, il existe, en revanche, peu de données en milieu écologique recueillant, de plus, la parole des personnes autistes. De fait, il n'existe pas d'outil, ni de normes ou de recommandations pour adapter l'espace public aux personnes autistes.

Ce projet transdisciplinaire associant neurosciences, psychologie, géographie et urbanisme a pour objectif de caractériser l'expérience de la ville des personnes autistes et in fine de concevoir avec elles un outil d'évaluation sensorielle de l'environnement urbain adaptée à leurs particularités. Par son caractère participatif, avec la création d'un consortium comportant des chercheurs, des personnes autistes et des collectivités territoriales, le projet contribue à une réflexion sur la méthodologie de la recherche participative.

Les résultats montrent que la marche est la mobilité privilégiée par les personnes autistes en ville, rendant essentielle l'élaboration d'une accessibilité cognitive de l'espace public. Les attentes et besoins des adultes autistes en matière d'aménagements sont prioritairement liés à leurs spécificités cognitives, dont sensorielles, tandis que ceux des parents et des professionnels du secteur médico-social portent sur l'autonomie et la sécurité sur l'espace public. L'ensemble des groupes a souligné l'importance du bien-être ; la ville étant vécue comme source de stress et de fatigue. Un travail de transfert des résultats vers la société s'effectue *via* l'outil d'évaluation sensorielle et la création d'ateliers de *design thinking*.

Début du projet : 2024

Durée : 24 mois

Financement ANR : 149 898 euros

anr.fr/Projet-ANR-23-SSAI-0019

Coordination : Marie Pieron, Centre
neurosciences intégratives et cognition



Médiation et communication scientifiques



Médiation et communication scientifiques | 2021

KIDIVAX

Évaluation d'impact d'un kit pédagogique et de communication concernant la vaccination pour un public jeune

Les interventions scolaires visant à améliorer les connaissances générales des adolescents en matière de vaccination sont rares, malgré leur potentiel à réduire la réticence à la vaccination. Cet essai randomisé en grappes, mené auprès de 8 589 élèves français de troisième issus de 399 établissements scolaires, teste deux interventions en les comparant au programme scolaire standard.

La première consistait à fournir aux enseignants des activités pédagogiques prêtes à l'emploi, développées par une association spécialisée dans l'éducation scientifique (La main à la pâte). Ces activités (jeux, vidéos éducatives, etc.) étaient déployées en classe par les professeurs.

La seconde intervention est un chatbot entièrement scripté contenant les informations les plus communément requises au sujet de la vaccination (principe biologique, tests des vaccins, etc.). Son texte a été élaboré en relation avec des experts à la fois scientifiques et pédagogiques, ainsi qu'à partir de la littérature sur la compréhension de la vaccination chez les adolescents.

Le chatbot a principalement été donné en devoir à la maison aux élèves, étant accessible en ligne. Les deux interventions ont amélioré l'attitude des adolescents envers la vaccination, rendant les participants exposés aux activités ou au chatbot plus positifs sur le sujet. Les deux interventions ont également amélioré les connaissances des élèves en matière de vaccination. Cependant, aucun effet sur l'intention vaccinale n'a été observé (ce n'était pas l'objectif principal, étant donné que la question ne se pose pas directement à cet âge). Le fait que ces interventions puissent améliorer l'acceptation et la compréhension des vaccins par les élèves a des implications majeures pour l'éducation et la santé publique, ouvrant la voie à de nouvelles formes d'intervention ainsi qu'à de nouvelles techniques pédagogiques.

Début du projet : 2022

Durée : 18 mois

Financement ANR : 79 520 euros

anr.fr/Projet-ANR-21-SSMS-0006

**Coordination : Hugo Mercier,
Institut Jean Nicod**



Établissement public placé sous la tutelle du ministère chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, l'Agence nationale de la recherche (ANR) est l'agence de financement de la recherche sur projets en France.

Elle a pour mission de soutenir et de promouvoir le développement de recherches fondamentales et finalisées dans toutes les disciplines, tant sur le plan national, européen qu'international. Elle finance également l'innovation technique et le transfert de technologies, les partenariats entre équipes de recherche des secteurs public et privé, et renforce le dialogue entre science et société.

L'ANR est aussi le principal opérateur de France 2030 dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche pour lesquels elle assure la sélection, le financement et le suivi des projets couvrant notamment les actions d'initiatives d'excellence, les infrastructures de recherche et le soutien aux progrès et à la valorisation de la recherche.

L'ANR est certifiée ISO 9001 pour l'ensemble de ses processus liés à la « sélection des projets » et a obtenu le label « égalité professionnelle ».

Direction de la publication : Claire Giry
Direction de la rédaction : Fabrice Impériali
Coordination éditoriale : Valérie Fromentin, Tristan Lescure, Nathalie Mamosa,
en collaboration avec la Direction de la stratégie numérique et des données.
Conception graphique : Nadège Theil
Illustration : Adobe Stock – Crédit photos : Frédérique Plas
Impression : Reprotechnique



anr[®]

Agence nationale de la recherche
86 rue Regnault – 75013 Paris
www.anr.fr
www.appelsprojetsrecherche.fr

Suivre notre actualité sur :

 @ANR_agencerecherche  @agencerecherche  ANR  ANR

S'inscrire à la newsletter : anr.fr/fr/newsletter